

Henri et les événements d'Algérie

Céline Mazoit

Suite à la chute du gouvernement Félix Gaillard le 15 avril 1958, un nouveau gouvernement doit être formé et René Coty fait au final appel à Pierre Pflimlin, partisan de pourparlers avec le FLN, pour la présidence du Conseil. Le 13 mai, à Alger, des manifestations sont organisées en mémoire de trois soldats français exécutés par le FLN et pour s'opposer à la nomination de Pierre Pflimlin. Elles tournent à l'émeute et suite à un coup d'état, le général Massu prend la tête d'un « Comité de salut public » à Alger mais son exigence de constituer à Paris aussi un gouvernement de Salut Public échoue et Pierre Pflimlin reçoit l'investiture de l'Assemblée Nationale.

Dans ce contexte, une large majorité du personnel du Lycée Bernard-Palissy d'Agen se constitue en un « Comité de défense républicaine » et lance un appel :

« La situation dramatique résultant du coup de force d'Alger et les atteintes à la légalité républicaine créent une division entre les citoyens, source de violence, de haine, prélude d'une guerre civile dans laquelle disparaîtrait le nation français.

Le Comité de défense républicaine du lycée Bernard-Palissy constitué le 14 mai 1958 lance un appel pressant :

- 1° Aux enseignants ;
- 2° Aux organisations syndicales ;
- 3° Aux partis politiques ;
- 4° A toutes les forces démocratiques ;
- 5° A tous les citoyens désireux de s'opposer aux menées anti-républicaines.

L'heure est venue de faire cesser toutes querelles partisans et de réaliser la plus large union derrière le gouvernement de la République contre les périls qui menacent les libertés démocratiques. »

Le 15 mai, dans un communiqué de presse, le général de Gaulle se dit « prêt à assumer les pouvoirs de la République ».

Le Comité de défense républicaine du lycée Bernard Palissy est élargi le 16 mai en un « Comité universitaire de défense républicaine » et lance un appel signé de très nombreux syndicats de l'Éducation Nationale et des non syndiqués tandis que l'état d'urgence est voté par l'Assemblée nationale.

Un bulletin spécial est rédigé le 19 mai 1958 reprenant les textes de ces deux appels et différents textes dont celui qui suit écrit par Henri Bareil et un de ses collègues pour le SGEN. Au soir du 19 mai, le général de Gaulle donne une conférence de presse au cours de laquelle il rappelle son attachement aux valeurs de la République.

Le S.G.E.N. défendra la République

Séparés du contexte politique général, les revendications professionnelles sont de l'infantilisme ou de l'égoïsme corporatif. Le syndicatisme doit, sans s'interdire à un parti, susciter des points politiques fondamentaux.

La hiérarchie des problèmes se pose à l'échelon collectif, communautaire. Les forces politiques, syndicales, intellectuelles et morales de la nation ont fait qui n'ont point cessé depuis longtemps de prioriser la problème de l'évolution de l'Afrique du Nord et de l'Afrique Noire ou malgache d'obédience française. Le péril actuel est dur et nous voit une très grave menace contre la République « une et indivisible ».

Certes, parmi d'autres, les positions du S.G.E.N. ont toujours été : Décolonisation, cohabitation, évolution démocratique, refus de la attitude d'une guerre qui détruit l'économie du pays et, fait plus grave, pervertit la dignité nationale cependant que, par ses méthodes, elle le dégrade moralement et politiquement.

Mais qu'aurait-il été de ces hommes politiques qui croient pouvoir confondre indéfiniment l'art de gouverner avec celui de nier, de tricher, de mentir, grâce à la complicité de la grande presse, à la « vertu » du syndicatisme « apolitique », aux slogans passionnés.

Les hommes qui sympathisent le régime républicain l'ont compris aux yeux du peuple. Et voilà, en plein procès du régime, chacun portant l'autre, la crise de force d'Algérie et ses ramifications métropolitaines.

Or la République ne saurait être contrainte à un non-mati, à un programme débattu et à un gouvernement légalement investi et contrôlé. Elle ne peut tolérer les prononcements et récrimer la présence agissante des partis.

Le pouvoir militaire doit se soumettre au pouvoir civil et la République ne saurait sans renoncement céder à l'ultimatum d'un groupe : elle se doit à tous.

Nous proclamons avec force que, en France au moins, le régime républicain et les libertés qu'il implique paraissent offrir seuls un cadre favorable au plein épanouissement de l'homme. Il s'agit de servir les citoyens plus lucides et plus actifs et non de regner plus encore à leur place. L'évolution moderne doit aller dans le sens de l'accroissement des responsabilités personnelles de chacun. Toute dictature, d'où qu'elle vienne, est rétrograde et dangereuse.

« Je sais, dit Escargot dans *« Le Monde »*, que la République n'est belle que sous l'Empire. Je sais qu'il est difficile de s'enthousiasmer pour des institutions lourdes et ternes. Je sais que le système parlementaire est impitoyable contre ceux qui le servent, mais je sais aussi que la petite quier de justice, la minuscule brin de liberté, l'innocente parcelle de dignité que contiennent les institutions républicaines sont des biens irremplaçables. »

Donc, il nous appartient d'être les promoteurs d'une démocratie plus lucide, plus intégrale, plus généreuse et d'exiger que l'on ne gouverne plus à coups de semitère et de combines.

Mais aujourd'hui, et pour permettre cela, il faut d'abord sauver les institutions républicaines.

Fuissent les enseignants, et nous les y convions, s'y consacrer pleinement. Puissent-ils se grouper tous, en ces heures difficiles, derrière le gouvernement légitime et apporter leur entier concours à la défense de la République.

BAREIL-DUMAS.